

L'énergie sur la scène politique

Autor(en): **Buchs, Matthieu**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Energieia : Newsletter de l'Office fédéral de l'énergie**

Band (Jahr): - **(2009)**

Heft 4

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-642568>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



L'énergie sur la scène politique

Pour faire face à la crise économique, de nombreux Etats dont la Suisse ont lancé des programmes de relance faisant la part belle aux mesures énergétiques et environnementales. Que pensent les présidents des cinq plus grands partis de Suisse de la politique énergétique de notre pays? La réponse en cinq points-clés.

Ueli Leuenberger, parti écologiste

1. La crise est une chance si notre pays en profite pour se convertir à une économie verte. Il est temps de conclure un accord de type «Green New Deal» en adoptant des mesures qui combattent la crise financière, mais aussi celle des matières premières et celle du climat. Voilà pourquoi la politique de l'énergie joue un rôle clé, même dans les paquets conjoncturels: l'assainissement de bâtiments, la promotion des énergies renouvelables et les mesures de protection du climat créent des emplois, protègent l'environnement et nous libèrent de la dépendance au pétrole et à l'uranium. Par-dessus tout, nous devons adopter immédiatement une réforme fiscale écologique.

Cinq questions-clés

1. La crise économique globale actuelle représente-t-elle une chance ou une menace pour la politique énergétique de la Suisse?
2. Et la politique énergétique de la Suisse, représente-t-elle une chance ou plutôt un handicap pour l'économie de notre pays?
3. Quelles solutions concrètes proposez-vous pour assurer le futur approvisionnement électrique de la Suisse?
4. La Suisse ne parvient pas à réduire les émissions de CO₂ issues de la mobilité, et ce même avec des prix à la pompe approchant les deux francs par litre. Quelles mesures préconisez-vous dans ce secteur?
5. Faut-il renforcer la politique énergétique par des mesures contraignantes, par exemple des prescriptions de consommation pour les appareils, ou faut-il promouvoir l'engagement librement consenti des citoyens et de l'économie en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables?

2. L'important est que la politique énergétique fixe des conditions-cadres claires. Lorsque ce n'est pas le cas, la sécurité d'investissement fait défaut. La rétribution du courant injecté à prix coûtant est exemplaire: la valse-hésitation qui caractérise aujourd'hui la promotion des énergies renouvelables tue dans l'œuf nombre de projets verts. Dans l'optique économique, il vaudrait mieux renoncer à la limitation quantitative.

3. La Suisse doit enfin se décider à forcer les économies d'énergie. Notre industrie recèle en effet un énorme potentiel de ce côté-là. Il faut imposer des exigences minimales de performance pour les moteurs électriques. Ces exigences devraient ensuite être réexaminées et relevées à intervalles réguliers. Il est temps que la Suisse enraye le gaspillage d'électricité. Le solde des besoins pourra être couvert facilement au moyen de courant vert.

4. La taxe CO₂ sur les carburants doit être aménagée de façon à produire des effets; une surtaxe de 50 centimes à la pompe ne suffit manifestement pas. D'autres instruments doivent entrer en action dans toute la Suisse. Ce sera par exemple un système d'imposition des véhicules, tant à l'importation qu'au sein du pays, qui applique le principe du bonus-malus. Parallèlement, les contributions devront varier en fonction du prix d'acquisition du véhicule, faute de quoi les effets se feront attendre là aussi. L'initiative des Verts pour des véhicules plus respectueux des personnes demande quant à elle l'interdiction des modèles particulièrement nocifs pour le climat.

5. Une politique énergétique efficace ne peut pas se concevoir sans un éventail de mesures diverses.

Christian Levrat, parti socialiste

1. C'est une chance. Encore faut-il savoir la saisir: la plupart des pays industrialisés profitent de la crise pour mener une politique énergétique innovatrice. Ils investissent massivement dans les énergies renouvelables, tentent de positionner leur économie pour la prochaine phase de croissance. Et n'hésitent pas à utiliser les programmes conjoncturels en cours pour accélérer les mutations structurelles de leur industrie. Je suis surpris de voir qu'en Suisse, certains argumentent toujours de manière un peu doctrinaire contre ces mesures.

2. Plutôt un avantage. Mais nos efforts sont encore insuffisants. Car nous devrions tous insister auprès de l'industrie pour qu'elle développe des modèles de croissance durable. Et l'action des autorités devrait la conduire à augmenter l'efficacité de l'énergie consommée, et à se libérer rapidement de sa dépendance aux énergies fossiles. Les difficultés actuelles de l'industrie automobile montrent bien l'intérêt des collectivités à mener une politique industrielle préventive.

3. Des investissements massifs en matière d'efficacité énergétique et de promotion des énergies renouvelables. Des progrès ont été faits récemment, grâce à l'engagement du PS au niveau fédéral, cantonal et communal. Mais nous sommes encore loin du compte.

4. Nous devons développer l'offre de transports publics pour forcer un transfert modal. Et contraindre l'industrie automobile à développer d'autres technologies, basées sur une électrification du parc de véhicules.

5. Liberté individuelle et mesures coercitives sont souvent compatibles. L'interdiction par exemple d'appareils particulièrement gour-

mands au profit d'autres offrant les mêmes prestations ne nuit en rien à la qualité de vie de nos compatriotes. De même, des restrictions même sévères aux systèmes de mise en veille de nos téléviseurs ne représentent pas une incursion trop dommageable dans notre sphère privée. Ces mesures doivent être prises sans délai.

**Christophe Darbellay,
parti démocrate-chrétien**

1. La crise menace de nombreux emplois et n'épargne pas la Suisse. Si nous savons en tirer profit pour rendre notre économie plus durable et de ce fait plus «fit» pour l'après-crise, nous serons en mesure d'en faire une chance. Le PDC, le parti du camp bourgeois le plus profilé dans le développement durable, s'y engage en lançant son «Swiss new deal – green economy». Nous devons miser sur des investissements publics et privés durables et sur des incitations fiscales fortes.

2. La politique énergétique de la Suisse est un atout pour notre pays et pour sa compétitivité économique. Nous sommes le château d'eau de l'Europe et produisons une énergie de pointe très recherchée. De nombreux projets (pompage-turbinage) nous permettront d'asseoir cette position de leader incontestable. Dans le domaine des énergies renouvelables où le potentiel est très important, la Suisse a pris du retard; il est l'heure de mettre le turbo et le PDC prend des mesures dans ce sens.

3. Priorité absolue sur les mesures d'efficacité. La meilleure énergie est celle que l'on ne dépense pas. Deuxième priorité: les énergies renouvelables en commençant par l'hydraulique. Troisième priorité: le remplacement d'une centrale nucléaire est à envisager rapidement, avant l'échéance des contrats d'importation de courant avec l'étranger.

4. Pour le PDC, la principale mesure est la mise sur pied rapide d'un système de fiscalité écologique (bonus-malus basé sur les émissions de CO₂, incitation à l'élimination de vieux véhicules) au niveau tant fédéral que cantonal. Ce système doit être simple et transparent pour que le consommateur identifie la voiture «verte» et que l'effet incitatif soit ainsi renforcé. Nous devons nous aligner sur des normes de l'UE sévères pour les nouveaux véhicules.

5. En matière d'efficacité énergétique, il faut des mesures contraignantes sous la forme de prescriptions minimales pour la vente d'appareils (meilleure technologie disponible), cela en coordination avec les délais fixés par l'UE. En matière de promotion des énergies

renouvelables, certaines incitations comme le système de rétribution à prix coûtant sont de bonnes mesures à renforcer. Elles sont nécessaires pour booster les investissements dans les énergies renouvelables.

Fulvio Pelli, parti libéral-radical

1. La crise économique nous confronte à des défis qu'il s'agit de relever. La question clé est de savoir comment nous assurer une énergie durable en quantité suffisante et à un prix supportable. Nous devons certes encourager les énergies renouvelables, mais aussi la construction de grandes centrales. Le PLR considère aussi comme prioritaire l'utilisation intelligente de l'énergie afin d'en réduire la consommation. Il en résultera une marge de manoeuvre accrue en matière de politique énergétique – et la crise deviendra chance. Nous approuvons le dégrèvement fiscal de l'assainissement de bâtiments et l'affectation d'une partie de la taxe sur le CO₂ à la modernisation des chauffages, dans la mesure où la majeure partie de la consommation d'énergie dans le secteur privé sert à la production de chaleur.

2. Si les milieux politiques et la société ne surmontent pas les préjugés et les blocages usuels dans le domaine de l'énergie, la politique de la Suisse en la matière deviendra bel et bien un handicap pour l'économie. En revanche, une démarche innovatrice et pragmatique nous conduira à assurer aux entreprises aussi un approvisionnement énergétique raisonnable et du même coup, un avantage compétitif.

3. Au chapitre de la politique énergétique, nous préconisons des tarifs d'électricité intelligents, l'encouragement des énergies renouvelables telles que le solaire et la géothermie profonde, ainsi que l'efficacité énergétique. Pour ce qui est de l'approvisionnement énergétique, le PLR réclame le renouvellement des centrales nucléaires actuelles. Il est judicieux d'exploiter les rejets de chaleur et les centrales à cogénération. Enfin, il est possible de réduire la demande d'énergie au moyen de la gestion de l'énergie domestique, d'un approvisionnement électrique mieux adapté et d'équipements modernes dans les bâtiments.

4. Nous pensons par exemple à des conditions-cadres améliorées, favorisant la commercialisation des voitures électriques. Il convient d'envisager en particulier le partenariat public/privé pour populariser la location de tels véhicules dans les grandes agglomérations.

5. Le PLR plaide pour plus de responsabilité individuelle. Il faudrait taxer l'utilisation de l'automobile, pas sa possession. Que celui qui se sert des transports publics au lieu de son

propre véhicule paie moins. Nous demandons l'abolition de l'impôt à l'importation des automobiles comme de l'impôt cantonal sur les véhicules à moteur. En lieu et place, on introduira la taxe à la consommation. Le manque à gagner fiscal devra être compensé par une hausse de l'impôt sur les huiles minérales. Le changement de système devra constituer une opération blanche.

Toni Brunner, union démocratique du centre

1. C'est plutôt une menace. Car la crise économique conduira, en Suisse comme ailleurs, à l'adoption de programmes conjoncturels dispendieux. Ces interventions qui négligent le frein à l'endettement aggravent fatalement la situation financière du pays.

2. Notre politique énergétique est un grand chantier. De nouvelles lois, ordonnances et prescriptions coûteuses et restrictives sont à l'ordre du jour. Pour ce qui est du climat, un Conseil fédéral dominé par les partis de centre-gauche entend jouer les élèves modèles en imposant prématurément les objectifs de réduction des rejets de CO₂ fixés pour 2020.

3. Outre les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, nous avons besoin de nouvelles grandes centrales. Nous appuyons donc le développement de la force hydraulique et demandons le renouvellement des centrales nucléaires actuelles. Etant donné les filières de production d'électricité de notre pays, pratiquement exemptes de CO₂, l'option des centrales à gaz n'est pas opportune, tout au plus à titre transitoire.

4. Inutile de dramatiser. Au chapitre des rejets de CO₂, la Suisse est à l'avant-garde. De nouvelles mesures de protection du climat ne feront sens que si tous les Etats s'y associent et que la compétitivité de la Suisse ne s'en trouve pas affaiblie. C'est pourquoi l'UDC s'oppose à ce que notre pays combatte isolément le problème des carburants, imposant de nouvelles charges à la population et à l'économie. Nous avons de grands besoins de mobilité. Que l'on pense par exemple aux populations des régions de montagne.

5. L'UDC s'oppose aux interdits disproportionnés imposés par l'Etat, aux mesures de contrainte et aux atteintes à la liberté économique, même proposées sous couverture de protection du climat. Les mesures déjà prises suffisent parfaitement. Nous n'avons pas besoin de nouvelles prescriptions.